



La logique du Boycott d'Israël, par Vivian Petit

Description

Par *Vivian Petit*, volontaire de l'Agence Média Palestine à Londres dans le cadre du programme «Echanges et Partenariats»

Alors que la campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions à l'égard d'Israël rallie de plus en plus d'individus en raison de l'attitude du gouvernement israélien, il arrive que des personnes se déclarent favorables à la création d'un Etat palestinien nous disent être opposés à la campagne BDS, en affirmant que cette action ne leur semble pas la plus efficace de créer les conditions de la paix. Si cette objection nous vient souvent de personnes qui soutiennent la politique coloniale d'Israël et ne sont pas capables de définir le cadre de la paix et de l'Etat palestinien qu'elles sont prêtes à accepter, ces doutes sont aussi émis de temps en temps par des personnes investies contre l'occupation de la Palestine, et avec qui il nous paraît important d'avoir un débat stratégique. Nous avons recensé les questions qui nous sont le plus fréquemment posées par des personnes qui ont des doutes sur les effets de la campagne BDS.

Vous semblez imputer toute la responsabilité de la situation à Israël. Les torts ne sont-ils pas partagés ?

Si le mouvement de solidarité a pu être mal vu vis-à-vis de certaines actions commises par des Palestiniens (notamment les attentats suicides, qui se sont heureusement arrêtés en 2005), il ne nous paraît en aucun cas pertinent de renvoyer dos à dos Israël et les Palestiniens. Toutes les phrases sur les extrémistes des deux bords contribuent à masquer le fait que, y compris d'après le droit international, Israël en tant que puissance occupante porte la responsabilité de l'occupation et de toutes ses manifestations (colonies, mur, sièges, démolitions de maisons, etc.), sans compter les autres violations graves du droit international hors du champ de l'occupation, telles que les déplacements forcés, le déni du droit des réfugiés et le crime d'apartheid

(dont un nombre croissant de spécialistes du droit sont maintenant convaincus qu'Israël se rend coupable). Il nous paraît donc pertinent de parler d'une occupation ou d'un apartheid, plutôt que d'un « conflit israélo-palestinien », et nous soutenons la résistance des occupés face à l'occupation.

Pourquoi stigmatiser Israël et ne pas s'appuyer sur une reprise du processus de paix ?

Si un certain nombre d'entre nous a pu croire au début des années 90 à l'imminence de la reconnaissance des droits des Palestiniens grâce aux négociations alors en cours, les décisions unilatérales d'Israël ont mis fin à ce « processus de paix ». Tout comme l'implantation de colonies israéliennes en Palestine occupée, la construction du mur a pour fonction de supprimer toute continuité territoriale au territoire palestinien, et donc empêcher l'établissement d'un Etat. Que cela soit fait de manière volontaire ou non, renvoyer dos à dos les deux partis et se référer à un « processus de paix » inexistant a pour effet de gommer la réalité du terrain. Le « processus de paix » n'existe malheureusement plus que dans les discours qui tendent à masquer la réalité guerrière de la politique israélienne. Nous sommes d'accord avec l'analyse de Maath Musleh, membre du Mouvement de la Jeunesse Palestinienne, lorsqu'il affirme que la seule relation normale entre communauté oppressive et communauté opprimée est la co-résistance, et non la coexistence.

Que pensez-vous des initiatives visant à rapprocher Israéliens et Palestiniens ?

Si nous sommes par principe favorables aux initiatives permettant la résistance commune à l'oppression, nous dénonçons les manœuvres d'Israël et de ses soutiens qui voudraient faire croire à la possibilité d'un rapprochement au-delà de l'occupation. Nous pensons par exemple à l'organisation il y a quelques années d'un match de football au Parc des princes entre Israéliens et Palestiniens, afin de faire oublier qu'Israël empêche le développement du sport palestinien, ou au fait qu'Israël cherche à redorer son image en tentant d'instrumentaliser les luttes écologiques et LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi et Trans). Un certain nombre d'israéliens anticolonialistes ont parfaitement compris, puisqu'ils ont fondé un collectif soutenant le Boycott de leur Etat. Ce collectif s'appelle Boycott from Within (Boycott de l'intérieur). Nous entretenons des liens très fraternels avec ces militants, qui sont régulièrement invités en Europe pour parler de leur combat, et se joignent aux manifestations qui ont lieu dans les territoires palestiniens occupés.

Mais votre discours, comme la campagne de boycott n'empêchent-ils pas les Israéliens et les Palestiniens de résister ensemble ?

Le boycott d'Israël est économique, académique, culturel et sportif, et ne vise aucunement les individus. Comme il est écrit dans la charte de BDS France, « ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans ». Nous ne boycottons que les œuvres culturelles soutenues par les ambassades ou ministères israéliens, et nombre de comités BDS organisent régulièrement des événements autour d'œuvres d'artistes israéliens qui dénoncent la politique de leur Etat. Par ailleurs, la campagne BDS cible aussi des entreprises d'autres pays, comme l'entreprise française Volia, qui participent à l'occupation et à la colonisation de la Palestine.

Pourquoi cibler spécifiquement Israël, alors qu'il y a de nombreuses autres injustices dans le monde ?

Israël n'est pas le premier Etat à subir une campagne internationale de boycott en raison de sa politique coloniale. L'Afrique du sud avait été l'objet d'une campagne semblable durant l'apartheid. Le boycott a aussi été utilisé par le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis d'Amérique, ou encore contre le colonialisme britannique en Inde. Comme dans ces campagnes, le boycott n'est pas lié à une initiative individuelle. Il répond à un appel lancé en 2005 par 172 organisations issues des trois composantes du peuple palestinien (les Palestiniens citoyens d'Israël, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que les Palestiniens réfugiés dans d'autres pays). A ceux qui tolèrent le boycott quand il cible la Chine, le Mexique ou l'Ukraine mais stigmatisent la campagne BDS, nous demandons pourquoi Israël devrait être le seul Etat à pouvoir violer les principes les plus fondamentaux du droit international sans être sanctionné.



date créée
2012/09/25